

2015
INSTITUTION ADOUR
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 4 mars 2015 à 13h30

**Conseil Général des Landes
Salle Henri Lavielle**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CABE, CASTET, COUTURE, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et VERDIER

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM LAJUX, SOUDAR

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, CASTAINGS, CAUSSE, CHANTRE, FAUQUE et GUILHAS

DOSSIER II - PROGRAMME D'ACTIONS

1) Avis de l'EPTB sur le projet de SDAGE et le programme de mesures associé (PDM) Adour-Garonne 2016-2021, de plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) Adour-Garonne 2016-2021, et de plan d'action pour le milieu marin (PAMM) 2020

Exposé des motifs

Vu les dispositions des articles L 566-11, L 566-12 et R 566-12 II du Code de l'environnement,

Considérant que l'Institution Adour est consultée par le Comité de bassin et le Préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne sur quatre projets de documents de planification :

- le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin (SDAGE) d'Adour-Garonne et le programme de mesures associé (PDM) pour la période 2016-2021. Ces documents fixent notamment les objectifs et les moyens pour atteindre le bon état des eaux superficielles et souterraines ;
- le premier Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Adour-Garonne 2016-2021 (directive « Inondations » de 2007 ; loi portant engagement national pour l'environnement de juillet 2010). Le PGRI fixe des objectifs stratégiques pour la gestion des inondations en visant la réduction des conséquences négatives pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique ;
- le premier Plan d'action pour le milieu marin (PAMM) de la sous-région marine du golfe de Gascogne (directive cadre stratégie pour le milieu marin de 2008 ; Code de l'environnement). Le PAMM comprend un programme de mesures qui doit permettre de parvenir à un bon état écologique des eaux marines d'ici 2020.

L'Institution Adour, en tant que partenaire institutionnel des différentes instances ayant élaboré ces documents, est appelée à donner son avis, dans une consultation organisée de manière conjointe, qui dure du 19 décembre 2014 au 18 avril 2015.

Considérant que le SDAGE, le PDM et le PGRI sont des documents qui touchent très directement le cœur des politiques portées par l'EPTB : gouvernance de l'eau, gestion intégrée, gestion de l'espace rivière, politiques particulières aux milieux naturels, etc. ; que le PAMM touche, pour sa part, à une partie des enjeux du territoire du futur SAGE Adour aval.

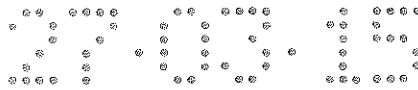
Le projet de SDAGE s'articule autour de 4 orientations, déclinées en 152 dispositions :

- A. : Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE (37 dispositions dont 6 nouvelles par rapport au SDAGE 2010-2015) ;
- B. : Réduire les pollutions (43 dispositions dont 3 nouvelles) ;
- C. : Améliorer la gestion quantitative (21 dispositions) ;
- D. : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques (51 dispositions).

Le projet de PDM est un recueil d'actions dont la mise en œuvre est nécessaire pour atteindre les différents objectifs du SDAGE.

Le projet de PGRI comporte 6 objectifs stratégiques, déclinés en 48 dispositions associées dont 13 sont communes avec le projet de SDAGE :

- 1) développer des gouvernances, à l'échelle territoriale adaptée, structurées, pérennes, et aptes à porter des stratégies locales et programmes d'actions ;
 - 2) améliorer la connaissance et la culture du risque inondation en mobilisant tous les acteurs concernés ;
 - 3) améliorer la préparation et la gestion de crise et raccourcir le délai de retour à la normale des territoires sinistrés ;
 - 4) aménager durablement les territoires, par une meilleure prise en compte des risques d'inondation, dans le but de réduire leur vulnérabilité ;
 - 5) gérer les capacités d'écoulement et restaurer les zones d'expansion des crues pour ralentir les écoulements ;
 - 6) améliorer la gestion des ouvrages de protection.
- .../...



Le PGRI a des éléments communs avec le dispositif SDAGE-PDM. Toutefois, il a des champs réservés : l'aménagement du territoire et la réduction de la vulnérabilité, la conscience du risque d'inondation et l'information des citoyens, la prévision des inondations et l'alerte, la préparation et la gestion de crise, le diagnostic et la connaissance relatifs aux enjeux d'inondation et à la vulnérabilité, la connaissance des aléas.

Il s'agit du premier PGRI, il ne comporte donc pas de bilan de mise en application d'un précédent PGRI, mais comprend un bilan de la politique de gestion des risques d'inondations dans le bassin, en particulier au travers des documents de planification (PAPI), des documents réglementaires (PPRI), de la surveillance et prévention des crues (SPC), de la gestion des crises, etc.

➤ A titre liminaire, l'Institution Adour prend acte des éléments portés dans les préambules de ces documents, les états des lieux et les bilans des plans et programmes déjà engagés (notamment SDAGE-PDM 2010-2015), et plus particulièrement des suivants :

- l'état des lieux SDAGE-PDM actualisé en 2013 montre qu'une partie des objectifs 2015 ne seront probablement pas atteints ;
- les ambitions du SDAGE-PDM 2016 ont été revues à la baisse, notamment en termes de calendrier d'atteinte du bon état ;
- des interrogations subsistent sur la capacité à financer les actions à mener.

➤ L'Institution Adour émet un avis favorable aux projets de SDAGE 2016-2021, de Programme de Mesures et de Plan de Gestion des Risques Inondations.

Cet avis est assorti des recommandations suivantes :

- Les recommandations générales sur les documents

Il est nécessaire de présenter plus clairement les liens et les hiérarchies normatives de ces documents entre eux et avec ceux sur lesquels ils ont des impacts.

Sur le plan financier, les documents ne répondent pas aux interrogations sur la capacité à mobiliser les financements envisagés pour les collectivités et pour les acteurs économiques privés, ni sur des modifications des modes de financement. Si les aides ne sont pas suffisamment incitatives, il est à craindre que, comme pour le PDM 2010-2015, les actions non directement appuyées par de la réglementation soient peu ou pas mises en œuvre, et que cela limite d'autant l'efficacité du SDAGE-PDM, qui aurait alors peu de plus-value par rapport à la réglementation.

En outre, l'approche économique de ces plans et programmes doit mieux prendre en compte la récupération des coûts auprès des différentes catégories d'acteurs concernés.

Enfin, des interrogations demeurent sur la possibilité de mise en œuvre de plusieurs dispositions en l'absence d'informations sur les modalités possibles de mise en œuvre, le réalisme technico-économique, ou les pistes de financement.

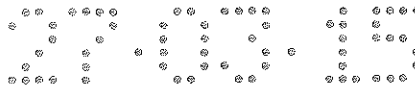
- Les recommandations sur le dispositif SDAGE-PDM

Sur le plan général

Il importe d'aborder le changement climatique, et les manières d'y répondre, sous un angle plus large que la seule gestion quantitative (prendre en compte des enjeux liés à l'assainissement, par exemple). À cet effet, il est d'autant plus important de pouvoir disposer d'analyses issues d'études prospectives sur le climat, la démographie, les activités économiques, l'environnement.

Il paraît opportun d'envisager le report de certaines échéances de la gestion quantitative au-delà de 2021, au regard de la difficulté à concrétiser certains projets du fait de leur contexte réglementaire, sociétal et financier.

.../...



En matière d'organisation de la gouvernance

La nécessité d'une approche par bassin versant est réaffirmée et le rôle des EPTB doit être souligné.

Toutes les démarches contribuant à une cohérence d'approche de territoire et de maîtrise d'ouvrage et à une optimisation des moyens à mettre en œuvre sont à favoriser. L'organisation de la gouvernance évoluera, en lien avec l'évolution de la réglementation sur les collectivités territoriales et leurs compétences (loi MAPTAM, GEMAPI) ; il est nécessaire de clarifier l'articulation entre les niveaux de territoires (bloc (inter)communal, EPAGE, EPTB) et les instances d'acteurs de l'eau (comité de bassin, CLE, etc.), sans oublier l'État, au travers des PAOT, ni les acteurs directs privés riverains, notamment sur les parties non domaniales des cours d'eau.

Par ailleurs, il faut raisonner différemment l'appropriation citoyenne des enjeux, afin que les décisions puissent être prises en toute connaissance de cause ; l'expérience démontre que la communication institutionnelle et les processus réglementaires ne sont pas totalement adaptés.

Il convient de s'assurer de l'efficacité des actions publiques, sans toutefois que l'angle financier soit le seul critère de leur appréciation. En effet, il est difficile de mener certains types d'analyses économiques (flux entre usagers, aspects environnementaux, services rendus par l'environnement, biens non marchands, etc.), notamment pour des structures locales (CLE, comités de rivière, etc.) ; mais l'absence de connaissances économiques bien établies ne doit pas empêcher de mener des actions.

Pour la réduction des pollutions

Le dispositif SDAGE-PDM doit renforcer ses ambitions dans la lutte contre la pollution domestique (ANC : mise en conformité des systèmes non conformes ; assainissement collectif : enjeu en temps de pluie) et la pollution d'origine principalement agricole (nitrates, pesticides), qui restent des pressions très fortes sur les masses d'eau. En outre, la lutte contre les pollutions (incluant le transfert de polluants) et contre l'érosion doit mobiliser des réflexions à l'échelle des bassins versants, et intégrer les impacts potentiels de ces pressions sur la qualité des eaux des réserves artificielles.

Les modalités de la démarche nouvelle des « flux admissibles » doivent être éclaircies, tant sur leur détermination que sur leur gestion (gouvernance, méthode, etc.).

La préoccupation sur la prolifération des cyanobactéries ne devrait pas se limiter aux eaux de baignade et eau potable ; il convient d'y ajouter les eaux des milieux naturels et des réservoirs artificiels, car cela peut constituer également un enjeu sanitaire.

La connaissance de la qualité des eaux des retenues artificielles et de l'impact de ces retenues n'est pas vraiment abordée dans les dispositions actuelles du SDAGE ; or, les services régaliens ont des exigences à ce sujet, vis-à-vis des gestionnaires.

Pour l'amélioration de la gestion quantitative

Pour hiérarchiser les enjeux, le SDAGE doit affirmer que l'alimentation en eau potable, besoin partagé par l'ensemble des habitants du bassin, est prioritaire à satisfaire.

L'utilisation rationnelle de l'eau doit également être envisagée sous l'angle des changements éventuels de systèmes productifs. De même, la « valorisation économique maximale des volumes autorisés » doit être un objectif pour l'ensemble des utilisations autorisées de l'eau.

Les propositions d'optimisation de l'exploitation des réserves existantes apparaissent très contraignantes (ex : difficulté, pour certaines réserves, d'estimer avec précision les volumes entrants) ; en outre, il faudrait différencier plus clairement ce qui s'applique aux seuls ouvrages hydroélectriques et à tous les ouvrages.

.../...



Les modifications des modes de financement des solutions de retour à l'équilibre quantitatif doivent être précisées ; en particulier lorsque le SDAGE prévoit qu'elles devront être prises en charge, pour « tout ou partie de leur coût d'investissement par l'ensemble des usagers bénéficiaires », il importe de préciser la nature de ces « usagers bénéficiaires ».

Il importe que le SDAGE promeuve aussi, pour le retour à l'équilibre quantitatif des bassins concernés, le recours d'autres solutions que la création de réserves nouvelles, comme l'augmentation des capacités des réserves existantes, ou les transferts d'eau entre masses d'eau ou sous-bassins.

Pour la préservation et la restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques

L'amélioration des connaissances à des fins de gestion doit inclure des approches supplémentaires, comme la compréhension du fonctionnement des systèmes (ex : transit sédimentaire, fonctionnalité des zones humides, dynamique des espèces envahissantes) pour concevoir et mettre en œuvre des méthodes de restauration des milieux et de leurs fonctionnalités, ou encore la prise en compte économique des services rendus par les milieux naturels. Même si le développement de certaines méthodes relève parfois de programmes nationaux de recherche et développement, le SDAGE doit envisager de mener, y compris en l'absence de connaissances bien établies, des opérations expérimentales sur certains territoires.

Certaines thématiques paraissent trop peu considérées par le SDAGE : hydromorphologie, transport sédimentaire, connexion latérale des cours d'eau aux milieux annexes, ripisylve, espace de mobilité des cours d'eau, etc.

Le SDAGE fait reposer sur les gestionnaires des retenues, la responsabilité de déterminer des modalités expérimentales pour améliorer la gestion du stockage des matériaux dans les retenues ; la mise en œuvre concrète en sera difficile, si les conseils techniques manquent et si les coûts sont incertains.

La réduction des impacts des aménagements hydrauliques, des plans d'eau, etc., doit différencier plus clairement ce qui s'applique aux seuls ouvrages hydroélectriques et à tous les ouvrages. Par ailleurs, pour la réduction des impacts des plans d'eau, certaines mesures techniques envisagées (comme « la mise en dérivation ») soulèvent des interrogations sur leur réalisme financier et leurs conséquences foncières.

Enfin, en termes de préservation d'espèces remarquables, la disposition « D47 Vigilance pour certaines espèces particulièrement sensibles sur le bassin » établit une liste d'espèces très limitée (5 espèces), sans en indiquer les critères de choix et sans en faire apparaître la plus-value par rapport à la réglementation.

Concernant la compensation des atteintes aux fonctions des zones humides, l'Institution Adour préconise une modification de la rédaction en ces termes : « la compensation sera effectuée à hauteur de 150%, au maximum, de la surface perdue » (au lieu de « à hauteur de 150% de la surface perdue »).

- Les recommandations sur le PGRI

Sur le plan général

Il faut donner, dans le PGRI, une hiérarchisation des enjeux des territoires (ex : zones urbanisées > terres agricoles), et insister sur la nécessaire solidarité entre territoires face aux inondations (solidarité entre l'amont et l'aval, et sur le plan financier).

Par ailleurs, les différents outils (SLGRI, PAPI, PPRI, etc.), ne couvrent pas la totalité du territoire. Pour les secteurs à enjeux d'inondations dans des secteurs non encore couverts par une SLGRI ou un PAPI mais inclus dans le périmètre un SAGE, il convient de donner au SAGE une portée particulière, au moins pour les aspects liés aux études d'évaluation, de connaissance, d'inventaire des zones d'expansion/mobilité, de zonage d'information, de hiérarchisation d'enjeux, etc.

.../...



Sur le plan de la portée juridique, le document devrait préciser que le PGRI est opposable sur tout le bassin, et pas uniquement dans les territoires des SLGRI. En outre, il faut éclaircir la manière dont les SLGRI seront synthétisées pour être intégrées dans le PGRI afin de mesurer la portée juridique qui leur sera ainsi donnée.

En matière de gouvernance

Il convient de renforcer la cohérence et la communication inter-outils (SAGE, SLGRI, PAPI, SCOT, etc.).

Pour la connaissance et la culture du risque

Le PGRI doit évoquer la spécificité des secteurs estuariens du point de vue des inondations (concomitance des crues fluviales et de conditions de mers/submersion marine à l'aval), et inciter à ce que soit développée la connaissance sur ces secteurs.

Par ailleurs, il faudrait inclure les CLE dans le circuit d'appropriation et de partage de la connaissance (disposition 2.7).

Pour l'aménagement durable du territoire

Outre les SCOT et PLU déjà mentionnés, la liste des documents de planification concourant à l'aménagement du territoire doit inclure les SAGE, par exemple pour les zones stratégiques pour la gestion de l'eau.

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

D E C I D E

- D'émettre un avis favorable sur les projets de SDAGE 2016-2021, de Programme de Mesures et de Plan de Gestion des Risques Inondations
- D'assortir son avis favorable des recommandations suivantes :
 - Les recommandations générales sur les documents

Il est nécessaire de présenter plus clairement les liens et les hiérarchies normatives de ces documents entre eux et avec ceux sur lesquels ils ont des impacts.

Sur le plan financier, les documents ne répondent pas aux interrogations sur la capacité à mobiliser les financements envisagés pour les collectivités et pour les acteurs économiques privés, ni sur des modifications des modes de financement. Si les aides ne sont pas suffisamment incitatives, il est à craindre que, comme pour le PDM 2010-2015, les actions non directement appuyées par de la réglementation soient peu ou pas mises en œuvre, et que cela limite d'autant l'efficacité du SDAGE-PDM, qui aurait alors peu de plus-value par rapport à la réglementation.

En outre, l'approche économique de ces plans et programmes doit mieux prendre en compte la récupération des coûts auprès des différentes catégories d'acteurs concernés.

Enfin, des interrogations demeurent sur la possibilité de mise en œuvre de plusieurs dispositions en l'absence d'informations sur les modalités possibles de mise en œuvre, le réalisme technico-économique, ou les pistes de financement.

.../...

- Les recommandations sur le dispositif SDAGE-PDM

Sur le plan général

Il importe d'aborder le changement climatique, et les manières d'y répondre, sous un angle plus large que la seule gestion quantitative (prendre en compte des enjeux liés à l'assainissement, par exemple). À cet effet, il est d'autant plus important de pouvoir disposer d'analyses issues d'études prospectives sur le climat, la démographie, les activités économiques, l'environnement.

Il paraît opportun d'envisager le report de certaines échéances de la gestion quantitative au-delà de 2021, au regard de la difficulté à concrétiser certains projets du fait de leur contexte réglementaire, sociétal et financier.

En matière d'organisation de la gouvernance

La nécessité d'une approche par bassin versant est réaffirmée et le rôle des EPTB doit être souligné.

Toutes les démarches contribuant à une cohérence d'approche de territoire et de maîtrise d'ouvrage et à une optimisation des moyens à mettre en œuvre sont à favoriser. L'organisation de la gouvernance évoluera, en lien avec l'évolution de la réglementation sur les collectivités territoriales et leurs compétences (loi MAPTAM, GEMAPI) ; il est nécessaire de clarifier l'articulation entre les niveaux de territoires (bloc (inter)communal, EPAGE, EPTB) et les instances d'acteurs de l'eau (comité de bassin, CLE, etc.), sans oublier l'État, au travers des PAOT, ni les acteurs directs privés riverains, notamment sur les parties non domaniales des cours d'eau.

Par ailleurs, il faut raisonner différemment l'appropriation citoyenne des enjeux, afin que les décisions puissent être prises en toute connaissance de cause ; l'expérience démontre que la communication institutionnelle et les processus réglementaires ne sont pas totalement adaptés.

Il convient de s'assurer de l'efficacité des actions publiques, sans toutefois que l'angle financier soit le seul critère de leur appréciation. En effet, il est difficile de mener certains types d'analyses économiques (flux entre usagers, aspects environnementaux, services rendus par l'environnement, biens non marchands, etc.), notamment pour des structures locales (CLE, comités de rivière, etc.) ; mais l'absence de connaissances économiques bien établies ne doit pas empêcher de mener des actions.

Pour la réduction des pollutions

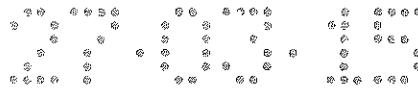
Le dispositif SDAGE-PDM doit renforcer ses ambitions dans la lutte contre la pollution domestique (ANC : mise en conformité des systèmes non conformes ; assainissement collectif : enjeu en temps de pluie) et la pollution d'origine principalement agricole (nitrates, pesticides), qui restent des pressions très fortes sur les masses d'eau. En outre, la lutte contre les pollutions (incluant le transfert de polluants) et contre l'érosion doit mobiliser des réflexions à l'échelle des bassins versants, et intégrer les impacts potentiels de ces pressions sur la qualité des eaux des réserves artificielles.

Les modalités de la démarche nouvelle des « flux admissibles » doivent être éclaircies, tant sur leur détermination que sur leur gestion (gouvernance, méthode, etc.).

La préoccupation sur la prolifération des cyanobactéries ne devrait pas se limiter aux eaux de baignade et eau potable ; il convient d'y ajouter les eaux des milieux naturels et des réservoirs artificiels, car cela peut constituer également un enjeu sanitaire.

La connaissance de la qualité des eaux des retenues artificielles et de l'impact de ces retenues n'est pas vraiment abordée dans les dispositions actuelles du SDAGE ; or, les services régaliens ont des exigences à ce sujet, vis-à-vis des gestionnaires.

.../...



Pour l'amélioration de la gestion quantitative

Pour hiérarchiser les enjeux, le SDAGE doit affirmer que l'alimentation en eau potable, besoin partagé par l'ensemble des habitants du bassin, est prioritaire à satisfaire.

L'utilisation rationnelle de l'eau doit également être envisagée sous l'angle des changements éventuels de systèmes productifs. De même, la « valorisation économique maximale des volumes autorisés » doit être un objectif pour l'ensemble des utilisations autorisées de l'eau.

Les propositions d'optimisation de l'exploitation des réserves existantes apparaissent très contraignantes (ex : difficulté, pour certaines réserves, d'estimer avec précision les volumes entrants) ; en outre, il faudrait différencier plus clairement ce qui s'applique aux seuls ouvrages hydroélectriques et à tous les ouvrages.

Les modifications des modes de financement des solutions de retour à l'équilibre quantitatif doivent être précisées ; en particulier lorsque le SDAGE prévoit qu'elles devront être prises en charge, pour « tout ou partie de leur coût d'investissement par l'ensemble des usagers bénéficiaires », il importe de préciser la nature de ces « usagers bénéficiaires ».

Il importe que le SDAGE promeuve aussi, pour le retour à l'équilibre quantitatif des bassins concernés, le recours d'autres solutions que la création de réserves nouvelles, comme l'augmentation des capacités des réserves existantes, ou les transferts d'eau entre masses d'eau ou sous-bassins.

Pour la préservation et la restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques

L'amélioration des connaissances à des fins de gestion doit inclure des approches supplémentaires, comme la compréhension du fonctionnement des systèmes (ex : transit sédimentaire, fonctionnalité des zones humides, dynamique des espèces envahissantes) pour concevoir et mettre en œuvre des méthodes de restauration des milieux et de leurs fonctionnalités, ou encore la prise en compte économique des services rendus par les milieux naturels. Même si le développement de certaines méthodes relève parfois de programmes nationaux de recherche et développement, le SDAGE doit envisager de mener, y compris en l'absence de connaissances bien établies, des opérations expérimentales sur certains territoires.

Certaines thématiques paraissent trop peu considérées par le SDAGE : hydromorphologie, transport sédimentaire, connexion latérale des cours d'eau aux milieux annexes, ripisylve, espace de mobilité des cours d'eau, etc.

Le SDAGE fait reposer sur les gestionnaires des retenues, la responsabilité de déterminer des modalités expérimentales pour améliorer la gestion du stockage des matériaux dans les retenues ; la mise en œuvre concrète en sera difficile, si les conseils techniques manquent et si les coûts sont incertains.

La réduction des impacts des aménagements hydrauliques, des plans d'eau, etc., doit différencier plus clairement ce qui s'applique aux seuls ouvrages hydroélectriques et à tous les ouvrages. Par ailleurs, pour la réduction des impacts des plans d'eau, certaines mesures techniques envisagées (comme « la mise en dérivation ») soulèvent des interrogations sur leur réalisme financier et leurs conséquences foncières.

Enfin, en termes de préservation d'espèces remarquables, la disposition « D47 Vigilance pour certaines espèces particulièrement sensibles sur le bassin » établit une liste d'espèces très limitée (5 espèces), sans en indiquer les critères de choix et sans en faire apparaître la plus-value par rapport à la réglementation.

Concernant la compensation des atteintes aux fonctions des zones humides, l'Institution Adour préconise une modification de la rédaction en ces termes : « la compensation sera effectuée à hauteur de 150%, au maximum, de la surface perdue » (au lieu de « à hauteur de 150% de la surface perdue »).

.../...

27.03.15
PRES 40

- Les recommandations sur le PGRI

Sur le plan général

Il faut donner, dans le PGRI, une hiérarchisation des enjeux des territoires (ex : zones urbanisées > terres agricoles), et insister sur la nécessaire solidarité entre territoires face aux inondations (solidarité entre l'amont et l'aval, et sur le plan financier).

Par ailleurs, les différents outils (SLGRI, PAPI, PPRI, etc.), ne couvrent pas la totalité du territoire. Pour les secteurs à enjeux d'inondations dans des secteurs non encore couverts par une SLGRI ou un PAPI mais inclus dans le périmètre un SAGE, il convient de donner au SAGE une portée particulière, au moins pour les aspects liés aux études d'évaluation, de connaissance, d'inventaire des zones d'expansion/mobilité, de zonage d'information, de hiérarchisation d'enjeux, etc.

Sur le plan de la portée juridique, le document devrait préciser que le PGRI est opposable sur tout le bassin, et pas uniquement dans les territoires des SLGRI. En outre, il faut éclaircir la manière dont les SLGRI seront synthétisées pour être intégrées dans le PGRI, afin de mesurer la portée juridique qui leur sera ainsi donnée.

En matière de gouvernance

Il convient de renforcer la cohérence et la communication inter-outils (SAGE, SLGRI, PAPI, SCOT, etc.).

Pour la connaissance et la culture du risque

Le PGRI doit évoquer la spécificité des secteurs estuariens du point de vue des inondations (concomitance des crues fluviales et de conditions de mers/submersion marine à l'aval), et inciter à ce que soit développée la connaissance sur ces secteurs.

Par ailleurs, il faudrait inclure les CLE dans le circuit d'appropriation et de partage de la connaissance (disposition 2.7).

Pour l'aménagement durable du territoire

Outre les SCOT et PLU déjà mentionnés, la liste des documents de planification concourant à l'aménagement du territoire doit inclure les SAGE, par exemple pour les zones stratégiques pour la gestion de l'eau.

Le Président,

INSTITUT DE L'EAU
Conseil Général de la Gironde
40025 MONT DE MARSAN CEDEX